



Marché n° 2025-AG-01

**Portant sur la maintenance des équipements immobiliers de la Caisse
des Français de l'Étranger (CFE)**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Pouvoir Adjudicateur

La Caisse des Français de l'étranger, désignée ci-après « Pouvoir Adjudicateur » ou « CFE » 160,
Rue des Meuniers,
CS 70238 – 77052 Melun Cedex,
77950 Rubelles

Opérateur économique à qui a été attribué le marché

Désigné ci-après « le Titulaire ».

Numéro d'Appel d'Offres : **2025 AG 01**

Table des matières

ARTICLE 1 - PRESENTATION ET OBJET DU MARCHE	5
1.1 PRESENTATION DE L'ORGANISME	5
1.2 OBJET DU MARCHE	5
1.3 DESCRIPTION SOMMAIRE DES LIEUX	6
1.4 ALLOTISSEMENT	7
1.5 PROCEDURE DE PASSATION	7
1.6 MARCHE NEGOCIE POUR DES PRESTATIONS SIMILAIRES	7
1.7 VARIANTES	7
ARTICLE 2 - FORME ET DUREE	7
2.1 FORME DU MARCHE	7
2.2 DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 3 - CADRES CONTRACTUELS	8
3.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
3.2 CADRE REGLEMENTAIRE ET LEGISLATIF	8
ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
4.1- REPRESENTANT DE L'ACHETEUR	9
4.2 REPRESENTANT DU TITULAIRE	9
4.3 NOTIFICATION ET INFORMATION	10
4.4 LIEU DE LA PRESTATION	10
4.5 MOYENS DU TITULAIRE	10
4.6 PRISE EN CHARGE AU DEBUT DU MARCHE	10
4.7 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL 11	11
4.8 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	11
4.9 CONTROLE DES ACCES ET DISCIPLINE	11
4.10 - PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS	12
4.11 - NETTOYAGE ET EVACUATION DES MATERIELS CHANGES	13
4.12 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	13
ARTICLE 5 - PLAN DE PREVENTION	13
ARTICLE 6 - PLANNING PREVISIONNEL DE MAINTENANCE – LOTS 3 et 4	14
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE	14
7.1 OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	14
7.2 LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL	15
7.3 MOYENS MATERIELS	15
7.4 OBLIGATION DE COLLABORATION	15
7.5 - OBLIGATION DE CONSEIL ET DE MISE EN GARDE	15
7.6 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	16
7.7 – OBLIGATION DE PROTECTION DES DONNEES	17

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION	17
8.1 CONTRAINTES D'EXECUTION	17
8.2 FOURNITURES DE FLUIDES ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	18
8.3 RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT	18
8.4 SUSPENSION DES PRESTATIONS	18
ARTICLE 9 - DECLenchement DES PRESTATIONS.....	19
ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE.....	19
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES.....	20
ARTICLE 12 - ASSURANCES.....	20
ARTICLE 13 - PRIX, MODALITES DE FACTURATION ET REGLEMENT	21
13.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	21
13.2 PRESENTATION DES DEVIS	23
13.3 - DÉLAIS DE PRODUCTION DES DEVIS ET ESTIMATIONS	23
13.4 - COEFFICIENT DE MAJORATION SUR LES PIÈCES DÉTACHÉES ET LES FOURNITURES	24
13.5 - REPARTITION DES PAIEMENTS EN CAS DE PLURALITE D'ENTREPRISES	24
13.6 - REVISION DES PRIX	24
13.7 – CLAUSE DE SAUVEGARDE	25
13.8 - FACTURATION	25
13.9 - PAIEMENT	26
13.10- RETARD DE PAIEMENT	26
13.11 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	26
ARTICLE 14 : RAPPORTS A FOURNIR	26
ARTICLE 15 : CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS - PENALITES	27
16 - VERIFICATION ET GARANTIE	28
16.1 VERIFICATIONS	28
16.2 RESPONSABILITE ET GARANTIE	28
ARTICLE 17 – FIN DE MARCHE ET TRAVAUX.....	28
ARTICLE 18 : FIN DE MARCHE ET OBLIGATIONS DE RESTITUTION	29
ARTICLE 19 - RESILIATION	29
19.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	29
19.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	30
19.3 RESILIATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE	30
19.4 RESILIATION POUR DES EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	31
ARTICLE 20 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	32
ARTICLE 21 - NANTISSEMENT	32
ARTICLE 22 - CESSION DU MARCHE	32
22.1 – Principe d'interdiction.....	33
22.2 – Conditions de la cession.....	33
22.3 – Documents à fournir	33
22.4 – Conséquences juridiques	33

ARTICLE 23 - REGLEMENT DES DIFFERENDS	33
ARTICLE 24 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	34

ARTICLE 1 - PRESENTATION ET OBJET DU MARCHÉ

1.1 PRESENTATION DE L'ORGANISME

La CFE est un organisme de sécurité sociale, dont la disposition est prévue à l'article R.111-1 du Code de la sécurité Sociale, et par l'arrêté du 21 avril 1997, et est régie par les dispositions des articles L766-4 et L766-10 du même Code. Elle est soumise aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de passation et d'exécution des marchés publics et accords-cadres de l'Etat et de ses établissements publics par application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

Elle assure et protège les Français de l'étranger. Créée en 1978, la CFE est une caisse de sécurité sociale ouverte à tous les Français expatriés. Elle est accessible quels que soient la situation professionnelle, l'âge, le pays d'accueil, l'état de santé et la composition de la famille de l'expatrié.

1.2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance et la réalisation de travaux sur les équipements immobiliers de la Caisse des Français de l'étranger situé à 160 Rue des Meuniers, 77950 – Rubelles.

En cours d'exécution du marché, la CFE se réserve la possibilité :

- d'effectuer un marché complémentaire avec le titulaire des différents lots pour son antenne parisienne.

La consistance des prestations, les délais de réalisation et leurs spécifications, sont contenus dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP). Elles devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations dans les conditions définies dans les cahiers des clauses administratives particulières et techniques particulières. Cette obligation de résultat s'applique à toutes les surfaces et prestations complémentaires susceptibles d'être rattachées au marché.

Les fréquences minimales pour obtenir la qualité requise ne sont cependant constitutives, pour le Titulaire, que d'un engagement minimum, le marché étant, en effet, soumis à une obligation de résultat. Au titre de cette obligation, le Titulaire devra donc assurer toutes les tâches nécessaires au bon fonctionnement des équipements immobiliers de la CFE, même si celles-ci ne sont pas toutes explicitement mentionnées dans le CCTP.

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec l'activité des différents organismes et qu'il juge utiles pour l'accomplissement de ses missions.

1.3 DESCRIPTION SOMMAIRE DES LIEUX

Le siège social de la C.F.E comprend :

- deux bâtiments reliés entre eux, en sous-sol, en rez-de-chaussée par un hall traversant, et au deuxième étage par une passerelle :

Bâtiment A :

Construit sur 4 niveaux du sous-sol au 2^{ème} étage, d'une Superficie Utile intérieure (hors sous-sol) d'environ 2700 m2 est réparti comme suit :

- 1 sous-sol dont 400 m2 d'archives et locaux de stockage
- 3 étages de bureaux et salles de réunion desservis par 1 atrium
- 1 salle informatique,
- 3 ensembles de blocs sanitaires
- des locaux de stockage
- des locaux d'archives
- 2 ascenseurs
- un local ménage

Il est revêtu de carrelage dans le hall en rez-de-chaussée et dans les sanitaires, de sols thermoplastiques dans les zones de circulations, les bureaux et les salles de réunions et de bitume non peint au sous-sol.

Bâtiment B :

Construit sur 5 niveaux du sous-sol au 3^{ème} étage, d'une Superficie Utile intérieure (hors sous-sol) d'environ 2400 m2, réparti comme suit :

- 1 sous-sol (dont 2666 m2 de parking)
- 4 étages de bureaux et salles de réunions
- 1 hall d'accueil
- 1 atrium
- 1 salle de sport
- 1 salle informatique
- 1 cabinet médical
- 1 cafétaria + 1 salle de restauration + 2 cuisines (pas de cuisson)
- 10 ensembles de blocs sanitaires et 5 locaux d'entretien attenants.
- 2 ascenseurs

Il est revêtu de carrelage dans les sanitaires, de sols en résine dans les zones de circulations, les salles de réunions, les locaux techniques, les locaux de restauration et les bureaux et de bitume peint au sous-sol.

Dénomination des locaux techniques bâtiment A et B : salles serveur 1 et 2, locaux répartiteur informatique, locaux de brassage, local GTB, local TGBT, local TGS, local poste HT, local groupe électrogène, 2 locaux onduleurs, local arrivée d'eau principal, chaufferie gaz, local forage géo thermique et CVC, locaux CTA.

1.4 ALLOTISSEMENT

Le présent marché comporte plusieurs lots répartis comme suit :

- **Lot 1** : Entretien et travaux de peinture, revêtements sols, cloisonnement et faux plafonds
- **Lot 2** : Maintenance préventive et curative et travaux des toitures / terrasses
- **Lot 3** : Maintenance préventive et curative et travaux ponctuels portant sur les ascenseurs et des portes et portails
- **Lot 4** : Vérification périodique et maintenance des systèmes de sécurité incendie (S.S.I.) et des dispositifs de désenfumage

Chaque lot constitue un marché et est attribué séparément. Les soumissionnaires peuvent candidater soit à un lot, soit à l'ensemble des lots.

1.5 PROCEDURE DE PASSATION

La présente consultation est passée dans le cadre d'une procédure formalisée en application de l'article L2124-2 du code de la commande publique.

La procédure retenue est celle de l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles R2124-2 et R2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique.

1.6 MARCHÉ NEGOCIE POUR DES PRESTATIONS SIMILAIRES

La CFE se réserve la possibilité, dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, de recourir à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire du présent marché, pour la réalisation de prestations similaires, dans un délai de trois ans suivant la notification du marché initial, et dans la limite de 50 % de son montant.

En fonction de l'évolution du patrimoine du pouvoir adjudicateur ou de son organisation, des sites supplémentaires pourront être ajoutés pendant la durée d'exécution du marché. Ces ajouts feront l'objet d'un avenant, dans le respect des articles R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, sur la base des prix unitaires du bordereau ou, à défaut, des prix négociés et validés par les deux parties.

1.7 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 2 - FORME ET DUREE

2.1 FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché mixte à prix global et forfaitaire et à coût unitaire.

2.2 DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement trois fois par période de 12 mois, sans que sa durée totale n'excède 48 mois, reconductions comprises.

Dans le cas d'une non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un

préavis de 3 mois. L'absence de reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire. Le silence gardé par le Pouvoir adjudicateur à l'issue de ce délai vaut reconduction du marché. La non-reconduction du marché n'ouvre droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 3 - CADRES CONTRACTUELS

L'ensemble des prescriptions techniques mentionnées dans le **CCTP**, ainsi que dans l'annexe « **DPGF** » à **l'acte d'engagement**, constitue un **niveau minimal de prestations exigées**. Le titulaire est invité, dans le respect de **l'obligation de résultats** à laquelle il est tenu, à proposer tout **complément technique** qu'il jugerait utile pour garantir la bonne exécution des prestations. Ces compléments, s'ils sont retenus, sont **intégrés sans incidence financière** sauf mention contraire dans l'offre.

En **dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS**, les **pièces constitutives du marché** sont, par ordre de priorité décroissante :

3.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ; l'annexe 1 portant sur la protection des données,
- ⇒ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- ⇒ L'acte d'engagement et les annexes financières de chaque lot (BPU et DPGF) ;
- ⇒ Le règlement de la consultation (RC),
- ⇒ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) - Arrêté du 30 mars 2021.
- ⇒ L'offre technique du titulaire, formalisée dans le cadre de réponse technique et jointe à l'offre ;
- ⇒ Tous les documents produits par le titulaire ou transmis par la CFE en cours de marché (bons d'intervention, cahiers de liaison, planning d'intervention, fiches de consignes etc.).
- ⇒ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la CFE et le titulaire préalablement à la signature du marché.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, ces pièces prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

3.2 CADRE REGLEMENTAIRE ET LEGISLATIF

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux textes suivants pour les lots suivants :

Lot 3 – Maintenance préventive et curative et travaux ponctuels portant sur les ascenseurs et des portes et portails et travaux ponctuels de réparation

Les installations d'ascenseurs et de monte-charges sans transport de personnes doivent être conformes à l'ensemble de la réglementation en vigueur, notamment mais non exclusivement aux textes suivants :

Textes réglementaires :

- **Arrêté interministériel du 11 mars 1977** relatif à la normalisation des contrats d'entretien pour les monte-charges sans transport de personnes.
- **Code de la construction et de l'habitation**, articles **L.125-1 à L.125-2-4** et **R.125-1 à R.125-2-8**, relatifs à la sécurité des ascenseurs.
- **Décret n°90-567 du 5 juillet 1990** relatif à l'entretien des installations mécaniques de levage.
- **Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003** (dite "loi Urbanisme et Habitat") ayant introduit des dispositions de sécurité des ascenseurs dans le CCH.
- **Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004** relatif à la sécurité des ascenseurs, modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- **Arrêté du 18 novembre 2004** (modifié par l'**arrêté du 1er août 2006**) relatif aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs existants.
- **Décret n°2016-550 du 3 mai 2016** relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs, transposant la **directive européenne 2014/33/UE**.

Normes et spécifications techniques applicables :

- **NF EN 13015** : Maintenance d'ascenseurs et escaliers mécaniques – Règles pour les instructions de maintenance.
- **EN 81-20** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Ascenseurs pour le transport de personnes et de charges – Partie 20 : Ascenseurs électriques et hydrauliques.
- **EN 81-50** : Examen, calculs et essais pour composants d'ascenseurs.
- **NF P 82-002** : Prescriptions pour l'entretien des ascenseurs et monte-charges (applicable selon le type d'installation).
- Autres normes françaises spécifiques, telles que **FD P 82-242**, **XP P82-511**, **XP P82-611**, selon la nature des travaux ou équipements.

Important : Cette liste n'est pas exhaustive. Le titulaire est réputé connaître et appliquer l'ensemble des textes législatifs, réglementaires, arrêtés et normes en vigueur applicables à sa spécialité, y compris ceux qui viendraient à les modifier ou les remplacer en cours de marché.

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché.

4.1– REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

4.2 REPRESENTANT DU TITULAIRE

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

4.3 NOTIFICATION ET INFORMATION

Le Pouvoir Adjudicateur notifie l'attribution du marché via la plateforme sécurisée de l'état « PLACE ».

Le Titulaire reçoit, de la plateforme, un courriel l'avertissant qu'un message a été envoyé du Pouvoir Adjudicateur. Afin d'accuser réception, le Titulaire doit cliquer sur le lien reçu.

Ce recommandé contient la notification d'attribution.

4.4 LIEU DE LA PRESTATION

Les prestations objet du présent marché se déroulent au siège social de la CFE situé à Rue des Meuniers, 77950 Rubelles. Les réunions de travail et d'inspection du site sont réalisés dans les locaux de la CFE.

Si les travaux concernent le site de Paris, les réunions de travail et d'inspection du site sont réalisés dans les locaux de la CFE soit à Paris ou à Rubelles.

4.5 MOYENS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute toutes les prestations prévues au présent marché avec son personnel propre. À tout moment, les moyens utilisés devront être suffisants, tant en nombre qu'en capacité technique, pour assurer la bonne exécution du marché.

Le titulaire garantit que toute intervention dans le cadre du marché est accomplie exclusivement par des personnels titulaires des qualifications et habilitations ad-hoc et en nombre suffisant au regard des objectifs généraux de continuité du service.

4.6 PRISE EN CHARGE AU DEBUT DU MARCHE

Le titulaire déclare être parfaitement informé :

- de la constitution des locaux et de la consistance des matériels et équipements qu'il accepte de prendre en charge et dont il assure la maintenance technique,
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité du site. Le titulaire est réputé avoir vérifié le contenu des installations techniques préalablement à l'établissement de son offre.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les bâtiments ou leurs installations ou faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini dans le présent marché.

Les installations à maintenir sont listées, à titre indicatif, dans les CCTP du présent marché.

Le titulaire sera invité à faire un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux des installations au début et à la fin du présent marché.

Les différents documents relatifs aux installations techniques sont mis à la disposition du titulaire. Ces documents restent en place sur le site. Néanmoins, ils peuvent être empruntés par le titulaire sur accord des Services Généraux de la CFE en vue de leur étude ou de leur duplication.

4.7 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

4.8 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Si nécessaire, la mission coordination SPS (Sécurité Protection Santé) sera déléguée à un bureau de contrôle désigné par la CFE. Cette mission concerne les précautions relatives à l'organisation, à l'hygiène et à la sécurité du travail sur le chantier.

Cependant, ce chantier peut être soumis soit au décret n° 92-158 du 20 février 1992, codifié notamment aux articles R4511-1 et suivants du Code du travail ; soit à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et à son décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 , intégrés dans le Code du travail (articles R238-1 et suivants) et actualisés notamment par le décret 2003-68.

En tout état de cause, l'entrepreneur est tenu de prendre les dispositions afin d'assurer :

- la sécurité du chantier,
- l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- la sécurité publique,

et de se soumettre à toutes obligations mises à sa charge par :

- les lois et décrets en vigueur,
- tous les règlements de police, voiries et autres (spécialement il doit procéder aux épreuves et vérifications du matériel qu'il utilise sur le chantier).

Le Titulaire doit exercer une surveillance continue sur le chantier afin d'éviter tout accident.

4.9 CONTROLE DES ACCES ET DISCIPLINE

4.9.1- CONTROLE DES ACCES

La CFE contrôle les accès des personnes extérieures. Par conséquent, toute entreprise intervenante devra :

- munir chacun de ses **ouvriers d'un badge portant le nom de l'entreprise**, ainsi que l'identité de l'ouvrier,
- remettre la liste des ouvriers qui travailleront sur le chantier, complétée chaque jour du nom des nouveaux intervenants y compris le personnel intérimaire. Cette liste sera communiquée par ses soins à l'inspection du travail (avec copie au coordonnateur de sécurité ou au maître d'ouvrage).

4.9.2- DISCIPLINE DU CHANTIER

Le titulaire s'engage à faire respecter à son personnel les règlements intérieurs et de sécurité de la CFE.

Il est interdit notamment au personnel du titulaire :

- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le site, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,

- de prendre des repas à l'intérieur des locaux, sans autorisation de la CFE,
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux sans autorisation de la CFE,
- de manquer de respect aux agents, adhérents et partenaires,
- d'utiliser ou de pénétrer dans les locaux, objet de la prestation, à des fins étrangères à l'accomplissement de celle-ci,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère de l'entreprise,

4.10 - PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS

Lors de toute exécution de travaux, l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Le cas échéant un balisage de la zone de chantier est réalisé.

Ces prestations s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers.

Doivent particulièrement être protégés :

- Les revêtements de sols
- les revêtements muraux
- les plafonds et les faux plafonds
- les escaliers
- les ouvrages en bois apparent, le cas échéant
- les appareils électriques
- les matériels divers.

Cette liste est non limitative. Selon la nature des travaux à réaliser, il doit être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet. Les protections à mettre en place sont fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles peuvent être, selon le cas, des bâches de protection, des recouvrements par film plastique, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositions qui s'avèreront nécessaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre doivent être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur a à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèreront nécessaires.

À tout moment, l'entrepreneur doit prendre des dispositions particulières, visant à garantir la sécurité des occupants.

4.11 - NETTOYAGE ET EVACUATION DES MATERIELS CHANGES

Il est précisé :

- le chantier doit toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions utiles à ce sujet ;
- les déchets doivent toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;
- en fin de travaux, l'entrepreneur doit enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois ;
- le titulaire du présent marché a l'obligation d'une part, d'évacuer tous les matériels changés, aucun stockage ne sera admis dans les locaux de l'établissement, et d'autre part, de recycler les déchets produits, notamment en ce qui concerne le matériel électrique et ce conformément aux mesures de la directive 2012/19/UE (DEEE II) et le décret français 2014-928.
- le titulaire s'engage à fournir les bordereaux du traitement correspondant quand des éliminations particulières sont nécessaires.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prestations concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fait exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non- respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, aux frais de ce dernier.

Le titulaire du présent marché a l'obligation d'une part, d'évacuer tous les matériels changés, aucun stockage ne sera admis dans les locaux de l'établissement, et d'autre part de recycler les déchets produits ; ceci concerne, notamment, les dispositifs de nettoyage, graisse, huile, batteries.

4.12 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

A l'achèvement des travaux, objets de l'ordre de service ou du bon de commande, il est spécifié que la réception ne pourra être prononcée qu'avec un minimum de réserve que seule la CFE pourra apprécier.

En cas de refus de réception de la CFE, l'entrepreneur devra procéder aux travaux de réfection nécessaires pour permettre leur réception.

ARTICLE 5 - PLAN DE PREVENTION

Un plan de prévention sera établi dans certains cas, suivant la nature des travaux ou des produits utilisés.

Une visite commune des lieux sera obligatoire afin d'analyser conjointement les risques éventuels avant le début de l'intervention.

Lorsque la durée totale des prestations, y compris celles sous-traitées, représentera au moins 400 heures de travail sur une période de 12 mois ou que le contrat est considéré comme impliquant des travaux dangereux, un plan de prévention devra impérativement être établi.

Le plan devra être élaboré par application de la circulaire n°93-14 du 18 mars 1993 prise pour l'application du Décret n° 92-158 du 20 février 1992 et l'article R.4511-1 du Code du travail relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une Entreprise extérieure. Conformément à l'arrêté du 19 mars 1993 (JO du 27/03/1993) fixant, en application de l'article R.4512-7 du Code du Travail, qui intègre la modification

du **décret n° 2008-244 du 7 mars 2008**, qui a actualisé notamment l'article 1 de l'arrêté ; la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention, les mesures prévues dans le plan viseront au moins :

- La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques,
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à effectuer ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien,
- Les instructions à donner aux salariés,
- L'organisation mise en place pour assurer les secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice,
- Les conditions de la participation des salariés d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

La visite préalable à la mise en place du plan de prévention devra avoir eu lieu au plus tard cinq jours ouvrés avant la prise d'effet du marché.

Le plan de prévention devra être établi impérativement avant la première intervention du Prestataire.

Dans le cas où un plan de prévention ne se justifie pas, le prestataire sera néanmoins soumis au respect du règlement interne de la CFE dont le port du badge.

ARTICLE 6 - PLANNING PREVISIONNEL DE MAINTENANCE

Les candidats établissent un plan prévisionnel de maintenance, précisant les types d'opérations et leur fréquence. Ce document aura valeur contractuelle après avoir été annexé au présent marché.

Après notification, le titulaire actualisera ses plans prévisionnels de maintenance si nécessaire ainsi qu'après les modifications réglementaires ayant une incidence sur la maintenance ou après chaque modification des installations techniques pendant la durée du marché, sans incidence sur le coût forfaitaire du marché.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE

7.1 OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire assure, sous sa responsabilité, et sans discontinuité, l'exécution des prestations, objet du présent marché, conformément aux stipulations du CCTP et met à disposition de la CFE, le(s) personnel(s) nécessaire(s) à l'exécution de ses obligations. Le non-respect des dispositions du cahier des charges sera sanctionné par des pénalités telles que prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel le règlement intérieur et les consignes de sécurité propres à notre site.

La CFE est tenue de faire respecter les règles et consignes de sécurité qui s'appliquent également aux prestataires de services. Il est donc demandé au titulaire du marché une parfaite identification de son personnel circulant dans les enceintes de la CFE. Il est donc exigé le port d'un badge professionnel avec le nom et prénom de l'intervenant et logo de l'entreprise et une tenue de travail.

Le titulaire est dans l'obligation de fournir la liste des personnels habilités à intervenir sur le site de la

CFE.

A l'arrivée sur les sites, il est demandé au titulaire de se présenter dans les bureaux des Services Généraux du site.

Les matériaux combustibles, y compris les emballages et détritiques de toutes sortes devront être évacués sans délais des lieux d'exécution des prestations, et au plus tard à la fin de chaque vacation et ce, dans les lieux désignés à cet effet par le représentant de la CFE.

7.2 LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL

Le Titulaire fournit à la CFE, la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

La première liste est fournie dans un délai de **7 jour ouvré avant la date de démarrage du marché.**

Pour l'accès au site, le personnel désigné par le titulaire se présente au représentant de la CFE muni de sa carte d'entreprise nominative comportant une photo d'identité mentionnant l'agrément du porteur.

7.3 MOYENS MATERIELS

Le titulaire fournit à son personnel, et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé, les appareils de mesure et de contrôle, les moyens d'accès pour les travaux en hauteur ainsi que les équipements de sécurité du personnel.

7.4 OBLIGATION DE COLLABORATION

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leur relation contractuelle.

Le Titulaire s'engage à communiquer les difficultés dont il pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible.

Les Parties s'engagent mutuellement à se communiquer toutes les informations et/ou événements et/ou documents qui seraient utiles pour la bonne exécution du marché.

7.5 - OBLIGATION DE CONSEIL ET DE MISE EN GARDE

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'alerte et de conseil. A ce titre, il doit fournir spontanément à la CFE l'ensemble des conseils, des mises en garde, des recommandations et alertes nécessaires à la bonne exécution des prestations. Il proposera des solutions ou des actions propres à remédier aux écarts constatés ou prévisibles par rapport aux échéances ou aux objectifs fixés et suivra la mise en œuvre. Les conseils à la charge du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doivent faire l'objet d'un rapport écrit remis à la CFE.

Le titulaire vérifie la teneur de tous les documents, les informations, les renseignements et les éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et indique, à réception, par écrit à la CFE les incohérences et les erreurs décelées ayant une incidence sur l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit être particulièrement réactif en cas de problème, quel qu'il soit, lié à l'exécution de ses prestations et/ou de celles de tiers, en communiquant à la CFE l'existence dudit problème dès qu'il en a connaissance.

7.6 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant ou partenaires.

La CFE se réserve le droit de faire signer un engagement de confidentialité au Titulaire ainsi qu'à chacune des personnes amenées à intervenir dans le cadre de la réalisation des prestations.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations de l'accord-cadre ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié la CFE.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de la CFE, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à couvrir toutes les conséquences liées au non-respect de cette obligation.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de la CFE qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

La CFE s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

7.7 – OBLIGATION DE PROTECTION DES DONNEES

7.7.1 RESPECT DU REGLEMENT EUROPEEN DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD)

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

7.7.2 AUTORISATION ECRITE PREALABLE GENERALE RELATIVE AU REGLEMENT EUROPEEN DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNELLE (RGPD)

Le pouvoir adjudicateur autorise le titulaire du présent marché à faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel.

Ces activités de traitement sous-traitées doivent être clairement indiquées dans la déclaration de sous-traitance (DC4) soumise à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché public vaut non-opposition du pouvoir adjudicateur à la sous-traitance de ces activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

7.7.3 MODIFICATIONS DE LA SOUS-TRAITANCE DANS LE CADRE DE L'AUTORISATION ECRITE PREALABLE GENERALE

Le titulaire du marché informe le pouvoir adjudicateur de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au pouvoir adjudicateur la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION

8.1 CONTRAINTES D'EXECUTION

Le contrôle préventif des installations doit être effectué pendant les jours et heures ouvrés de 09 h 00 – 17 h 00. Un planning de maintenance annuel devra être transmis par le titulaire en début de prestation. Les dates, et dans certains cas l'heure exacte des interventions, seront fixées préalablement en accord avec :

Monsieur Goncalves Johnny

Responsable de la Gestion du Patrimoine Immobilier de la Caisse de Français à l'Etranger

01 75.79.33.52 ou 06.07.65.08.55

jgoncalves@cfe.fr

Si l'une des parties désire déplacer une intervention, elle est tenue d'en informer l'autre au moins 48 heures avant la date prévue (ou confirmation par courriel).

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un responsable technique et administratif, interlocuteur unique de la CFE.

8.2 FOURNITURES DE FLUIDES ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS

La Caisse des Français à l'Etranger met gratuitement à disposition du titulaire la fourniture d'eau et d'énergie électrique nécessaire à l'exécution de tâches courantes relevant de ses prestations.

Le titulaire a la charge des frais de télécommunication de ses intervenants.

8.3 RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Pour tous les lots, les titulaires s'engagent à utiliser des produits non toxiques, non polluants.

Dans ce cadre, il est demandé de fournir la liste des produits utilisés dans les chantiers.

En cas de demande spécifique (émanation d'odeur, brûlures, etc), le titulaire sera dans l'obligation de présenter la fiche de données de sécurité des produits (composition chimique) utilisés sur le chantier en question.

Le titulaire du présent marché a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits (accessoires, dispositifs de nettoyage, graisses, huiles, têtes de détection, batteries, charges...). Tous les déchets sont évacués immédiatement par le titulaire, il n'y aura donc pas de stockage sur site.

Le titulaire s'engage à fournir, à chaque élimination, les bordereaux de traitement réglementaire dans un délai de 4 semaines.

En cas de non-respect de ces procédures, le titulaire sera soumis à une pénalité de 100 € par déchets trouvés.

8.4 SUSPENSION DES PRESTATIONS

Les obligations du marché peuvent être suspendues en cas de force majeure.

La responsabilité du Titulaire ne pourra être recherchée si l'exécution du présent marché public est retardée ou empêchée en tout ou partie pour cause de force majeure ou en raison de conflits sociaux.

En cas de force majeure, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier sans préavis tout ou partie d'un marché public en cours d'exécution.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, outre ceux habituellement retenus par la Jurisprudence des Cours et Tribunaux français, notamment les grèves totales ou partielles, externes à l'entreprise, intempéries, épidémies, blocage des moyens de transport ou d'approvisionnement pour quelque raison que ce soit, tremblement de terre, incendie, tempête, inondation, dégâts des eaux, blocages des télécommunications et tous autres cas indépendants de la volonté des parties empêchant l'exécution normale de la prestation de maintenance.

Si la suspension devait se poursuivre au-delà d'une période convenue entre les parties, le marché pourrait être résilié d'un commun accord.

Dès lors que l'entreprise se trouve dans l'impossibilité de continuer à exécuter tout ou partie des prestations du marché, le titulaire doit en informer la CFE qui prendra alors les mesures nécessaires afin de suspendre l'exécution du marché et le paiement des prestations associées. Le titulaire devra alors démontrer de sa réelle difficulté d'exécution et établir qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations prenant en compte plus particulièrement le respect des règles sanitaires de protection de ses salariés.

La suspension de l'exécution du marché peut également intervenir à l'initiative de l'acheteur sous les conditions suivantes ; en raison d'une décision administrative ou par simple mesure de précaution si la protection de ses salariés peut être engagée. La CFE en informe alors le titulaire. Le règlement des prestations est alors maintenu jusqu'à la mise en œuvre d'un avenant modificatif qui reprendra les prestations effectivement réalisées et sommes dues au titulaire.

ARTICLE 9 - DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS

Les prestations d'initialisation et de maintenance préventive et corrective sont déclenchées par la notification du marché au titulaire.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins par tout moyen faisant foi permettant d'attester de la date certaine de leur réception et de notification. Ils pourront être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché et exécutés après son arrivée à échéance dans un délai maximum de trois mois.

Les bons de commande sont transmis :

- Pour la mise à disposition du service d'astreinte (par bon de commande après devis)
- Pour les fournitures, consommables et pièces de rechanges nécessaires dans le cadre d'une opération de maintenance homogène, dont le montant est supérieur à 300 €HT : Le devis du fournisseur du titulaire
- Dans le cadre des prestations hors marchés

ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à déclarer pour acceptation tout sous-traitant lors de la remise de son offre ou en cours d'exécution du marché avant l'intervention du sous-traitant. Dans les deux cas, il remet au Pouvoir Adjudicateur une déclaration de sous-traitance - DC4 disponible sur le site indiqué ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

À cet effet, il présentera un formulaire DC4 ou équivalent dûment complété et signé en y joignant les mêmes pièces requises par le règlement de consultation. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le pouvoir adjudicateur notifie, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire reste le responsable et l'interlocuteur unique de la CFE.

Le titulaire ne peut céder ou sous-traiter tout ou partie de l'exécution de son marché sans y être expressément autorisé par la CFE.

Dans ce cas, le titulaire reste entièrement responsable des travaux effectués par son ou ses sous- traitants, et ne saurait déporter cette responsabilité vers un tiers.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le Titulaire s'engage à produire, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent marché :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois,
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire l'attestation de fourniture de déclarations sociales et l'attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale.
- lorsque le Titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L 1221-12, L. 3243-1, L 3243-2 et L 3243-4 et R. 3243-1 du code du travail et la liste des salariés soumis à une autorisation de travail.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit. Le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Dans l'objectif de moderniser et de faciliter la transmission des documents administratifs et pour respecter l'obligation de vigilance imposée par le Code du Travail, il est demandé au titulaire, après la notification de l'accord-cadre, d'utiliser les services d'E-ATTESTATIONS.

Dès notification, le titulaire recevra un mail avec un lien lui permettant de créer son compte gratuitement sur la plateforme E-attestations et d'y déposer ses documents.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le Titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant ses responsabilités à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations et les modalités de leur exécution.

Le Titulaire est responsable de tous les accidents qui peuvent survenir à son personnel ou par le fait de celui-ci, de tous dommages ou dégâts causés aux biens du Pouvoir Adjudicateur, notamment, les vols, accidents et autres sinistres causés par négligence ou manquement dans l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à présenter au Pouvoir Adjudicateur le justificatif de cette souscription à la notification du marché, une fois par an en cas de reconduction ou encore à tout moment sur demande du Pouvoir Adjudicateur.

L'attestation d'assurance produite par le Titulaire comprend notamment la nature, le niveau de garanties, les exclusions de garantie, ainsi que la durée.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants.

ARTICLE 13 - PRIX, MODALITES DE FACTURATION ET REGLEMENT

13.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

L'ensemble des services à exécuter est rémunéré par application des prix tels qu'ils résultent de la décomposition du prix global forfaitaire annuel et bordereau de prix unitaire qui figurent en annexe de l'acte d'engagement du marché.

13.1.1 PRIX FORFAITAIRE DU MARCHE

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. Les prix forfaitaires dû au titre de la maintenance comprend :

- toutes les dépenses de main-d'œuvre, de suivi et de contrôle, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations les échafaudages et dispositifs de sécurité,
- les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, week-end, heures de nuit),
- les nettoyages de chantier après intervention
- les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé,
- les interventions effectuées forfaitairement selon les dispositions des pièces contractuelles du présent marché ;
- les frais correspondant à l'obligation de moyens et/ou de résultats définis contractuellement ;
- l'outillage individuel, nécessaire à ces prestations ;
- les fournitures consommables et les pièces détachées inférieur à 150€HT.

et d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme des cas de forces majeures seront réputées comprises dans l'économie du marché.

Tout manquement dans le nettoyage du chantier sera réalisé par une société extérieure aux frais et risques du titulaire.

Le forfait exclut :

- les interventions prévues normalement au forfait qui seraient consécutives à un acte de malveillance, à une utilisation anormale du matériel ou des équipements, ou encore à une catastrophe naturelle ;
- sauf dérogation contraire au CCAP, les contrôles techniques réglementaires.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix de l'accord

cadre.

Les prix sont établis en fonction des périodicités, des surfaces, des personnels employés, des matériels et produits mis en service et/ou utilisés. Tous ces éléments sont précisés dans le CCTP et ses annexes.

En complément de l'article 10.3 du CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu du prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôles effectuées par le mandataire, y compris les impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances du pouvoir adjudicateur et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

13.1.2 TRAVAUX HORS FORFAIT (PRIX UNITAIRES)

Les fournitures – ainsi que certaines opérations hors forfait - relatives aux prestations de services et à certaines prestations techniques font l'objet d'une facturation hors forfait selon BPU.

Les prestations techniques hors forfait sont conduites en « dépenses contrôlées », notamment :

- Les actes de dépannage d'urgence ;
- Le tarif horaire prédéfini pour la main d'œuvre corrective en dehors des techniciens de permanence (renforts, ou astreinte),
- Le taux de marge prédéfini sur la fourniture de pièces pour les échanges de composants ou de sous-ensembles fonctionnels sur les installations objet du présent marché dont le montant unitaire est supérieur à 300 (trois cent) € TTC (hors exceptions).
- La marge prédéfinie sur les prestations à technicité particulière éventuellement sous-traitées (par exemple : Ascenseurs, Climatisation etc).

Le recours au hors-forfait au tarif et selon les modalités de calcul fixés au BPU ou en dépenses contrôlées se limite :

- Aux interventions d'urgence sur des technicités particulières :
- Les mesures conservatoires,
- La réparation de matériels ou le remplacement partiel de leurs pièces,
- L'amélioration des équipements ou des installations,
- La mise en conformité des installations,
- La mise à disposition de productions de secours (GE, chaudière, GF, etc.),
- Aux interventions de maintenance préventive programmées en dehors des heures ouvrées,
- A la remise en service d'une installation n'ayant pu faire l'objet d'une réparation définitive en urgence du fait de la nécessité de remplacer une pièce non comprise au forfait ;
- les travaux de gros Entretien

Ces opérations peuvent faire l'objet d'une commande complémentaire du Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur peut décider de commander des prestations hors forfait au Titulaire ou à une autre entreprise (hors marché).

Dans le cas de travaux neufs exécutés par d'autres entreprises que le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur procédera à la réception de ces travaux en présence du Titulaire et ceci afin que le Titulaire soit

parfaitement informé de la teneur de la réalisation et des conditions de conduite et d'entretien des nouvelles installations dont il aura la charge selon les dispositions du présent marché. A ce titre, le Titulaire devra participer, au titre de la partie forfaitaire du marché, à toutes opérations préalables à la réception jugées utiles par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire exprime son avis technique et formalise, le cas échéant, son éventuel désaccord quant au bien-fondé ou à la bonne réalisation des opérations concernées qui seraient susceptibles de le dédouaner de ses obligations de résultat sur l'exploitation ultérieure.

Par mesure de standardisation, le Pouvoir Adjudicateur peut demander au Titulaire le remplacement d'équipements par des matériels de fonctionnalités similaires mais de marques et/ou de types différents. La liste de ces équipements sera communiquée au Titulaire au fur et à mesure des besoins.

13.2 PRESENTATION DES DEVIS

Préalablement à une demande de devis, le titulaire rédige une note de présentation pour toutes les opérations n'entrant pas dans les prestations mentionnées au CCTP qu'il estimerait nécessaire ou que le pouvoir adjudicateur lui demanderait par écrit.

Ces notes détaillent :

- le constat précis ayant conduit à la proposition (le service non rendu) ;
- la justification que la prestation ne rentre pas dans le cadre du forfait ;
- l'analyse technique du problème ;
- la présentation détaillée de la solution ;
- une estimation financière tenant compte de la main d'œuvre et des frais de déplacement selon le prix fixé dans le Bordereau de prix unitaire (BPU) ;
- le délai de réalisation prévisionnel ;
- les contraintes d'exécution (bruit, arrêt d'installation) ;
- la justification de l'impossibilité, par le titulaire, d'effectuer la prestation par lui-même, le cas échéant.

Elles sont soumises et présentées au pouvoir adjudicateur qui confirme son accord par écrit sur le besoin et sur l'établissement d'un devis.

Le devis doit également comprendre :

- Le prix fournisseur avec justificatif (devis et facture du fournisseur) des pièces détachées ;
- Le devis du sous-traitant avec détail des postes, des quantités et des prix unitaires, du coefficient entreprise appliqué ;
- En cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) et ses documents annexes s'il n'a pas été déclaré au préalable ;
- Le devis du titulaire avec détail des postes, des quantités et des prix unitaires, avec application du coefficient de majoration pour les fournitures et main d'œuvre sous-traitée.

13. 3 - DÉLAIS DE PRODUCTION DES DEVIS ET ESTIMATIONS

Le Titulaire est tenu de respecter les délais suivants pour la transmission des devis :

- Devis pour réparation 3 jours ouvrés
- Devis dans le cadre de projet (amélioration, GER, etc.) 10 jours ouvrés

En outre, pour les réparations qualifiées d'urgentes par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire devra être en mesure de communiquer une estimation des travaux dans un délai de quatre (4) heures.

Ces délais s'entendent à compter de l'intervention palliative, ou le cas échéant de la demande du Pouvoir Adjudicateur.

Il ne pourra être dérogé à la règle ci-dessus qu'avec l'autorisation expresse du Pouvoir Adjudicateur.

13. 4 - COEFFICIENT DE MAJORATION SUR LES PIECES DETACHEES ET LES FOURNITURES

Le titulaire s'engage à appliquer un coefficient d'entreprise défini sur l'achat de fournitures ou pièces détachées non incluses au forfait et dont le montant excède 300€ttc.

Le coefficient s'applique au prix d'achat des pièces détachées, sur la base du prix facturé par le fournisseur, toutes remises déduites, justifié par la facture du fournisseur, et comprenant les frais de gestion.

13.5 - REPARTITION DES PAIEMENTS EN CAS DE PLURALITE D'ENTREPRISES

En cas de groupement d'entreprises (co-traitance) ou de sous-traitance de certaines prestations, l'acte d'engagement indique la part du marché qui doit être réglée respectivement à chaque membre du groupement ou au titulaire du marché et au(x) sous-traitant(s).

13.6 - REVISION DES PRIX

Les prix sont réputés fermes la première année, puis révisables chaque année à la date d'anniversaire de sa notification.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres. Les

prix sont révisés à chaque échéance contractuelle selon la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (ICHTrev-TS(n) / ICHTrev-TS(0))$$

où :

- **P_n** est le prix révisé,
- **P_o** est le prix initial du marché,
- **ICHTrev-TS(n)** est l'indice du coût horaire du travail tous salariés (ICHTrev-TS) publié par l'INSEE à la date de révision,
- **ICHTrev-TS(0)** est le même indice à la date de référence du marché, mois de remise des offres du marché.

L'indice utilisé est publié par l'INSEE (code série 001665254) est accessible à l'adresse

suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001665254>

Pour le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaire et final seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le titulaire notifie par lettre recommandée avec accusé réception ou remise contre récépissé, un nouveau cadre de réponse financier, en respectant un délai d'un mois maximum à compter de la date de parution de l'indice concerné. En cas d'absence de remise du bordereau révisé par le titulaire, ce dernier est réputé avoir renoncé au bénéfice de la révision pour l'année à venir.

Les prix résultant de la révision sont appliqués sur les commandes émises à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

13.7 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

Dans le cas où la formule de révision des prix a pour effet de faire augmenter les prix du marché de plus de 5 % par an, les Parties se réservent la possibilité de résilier le marché sans indemnité et avec un préavis dont le délai est défini d'un commun accord entre les Parties.

13.8 - FACTURATION

Chaque facture est transmise au Pouvoir Adjudicateur via la plateforme CHORUS Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Afin de rattacher et transmettre la facture au compte du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire doit inscrire les données suivantes :

SIRET de la CFE : 332 123 892 00017

Numéro d'engagement : numéro de l'ordre de service ou numéro de marché.

Elles mentionnent impérativement les mentions suivantes :

- le numéro du marché
- la nature de la prestation
- le montant hors TVA,
- le taux et montant de la TVA,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ou sur le RIB annexé à l'acte d'engagement au moment de la notification du marché ;
 - en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total

hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Toute facture doit être détaillée et permettre un contrôle efficace ou être accompagnée de tous les éléments permettant le contrôle.

13.9 - PAIEMENT

Conformément à l'article L2192-10 du Code de la Commande Publique, le paiement de toute demande intervient dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement et après service fait. Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur. Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement est interrompu.

L'interruption du délai de paiement mentionnée à l'article R. 2192-27 fait l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité des pièces et mentions prévues à l'article R. 2192-27, un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à trente jours.

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du Titulaire mentionné sur l'IBAN et le BIC fourni par le titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Responsable de Gestion administrative par délégation du Directeur Général.

13.10- RETARD DE PAIEMENT

L'agent comptable chargé du paiement est la Directrice des Finances et de la Maîtrise des Risques.

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européen (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à 40 euros.

13.11 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Lorsque le montant de la sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la CFE conformément à l'article 6.2 du présent document est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

En cas de sous-traitance non autorisée, le titulaire encourt la résiliation du marché.

ARTICLE 14 : RAPPORTS A FOURNIR

Chaque visite donnera lieu à l'établissement de bordereaux d'attachements ou comptes rendus, qui indiqueront :

- le numéro du marché,
- la date et durée de l'intervention,
- le nom et qualification du technicien,
- le diagnostic de la panne,
- la nature des vérifications ou des réglages effectués,
- le descriptif des opérations de renouvellements ou de remplacements effectués,
- le signalement des réparations ou remplacements d'organes nécessaires avant exécution,
- les observations jugées utiles (site et/ou bâtiment concernés).

Ce rapport est ensuite envoyé, par le titulaire du marché, au Gestionnaire du Patrimoine Immobilier. L'ensemble de ces rapports constitue le livret de maintenance de la CFE et le tableau de bord. Ces livrets seront tenus à la disposition de la Caf, qui pourra demander à les consulter à tout moment (proximité des installations).

Durant le mois de janvier, un rapport annuel d'exploitation de l'année précédente sera transmis par le titulaire au Gestionnaire du Patrimoine Immobilier de la CFE. Ce

document fera apparaître :

- le nombre d'interventions émises et réalisées en maintenance préventives, correctives,
- les dysfonctionnements traités et à traiter,
- les améliorations envisageables pour réduire les coûts,
- une synthèse des faits significatifs de l'année écoulée,
- une prévision des travaux à réaliser dans l'année qui suit.

ARTICLE 15 : CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS - PENALITES

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations sont réalisées conformément aux spécifications du marché. Ainsi, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'intervention est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

MANQUEMENTS CONSTATES	MONTANT DE LA PENALITE
Non-respect de l'environnement	100 € ht / Déchets trouvés
Retard dans la durée d'intervention imputable au titulaire	150 € HT/jour
Retard dans l'exécution prestations hors forfait (date de fin indiquée dans le bon de commande ou par mail)	0,5 % du montant total des prestations (fourniture + main-d'œuvre).
pour défaut de qualité sur les prestations ou leur mode d'exécution, constaté contradictoirement par le responsable de la CFE et le titulaire	300 € ht par manquement constaté
Pour non-respect des engagements pris dans le mémoire technique	300 € ht par manquement constaté
pour tout report de son fait d'une opération de maintenance préventive systématique programmée	150 Euros HT

Non respect des délais de transmission d'un devis	• 50€ht par jour calendaire de retard (article 13.3 du CCAP).
---	---

En cas de dépassement du plafond de pénalité fixée à 30% du montant total hors taxes de l'ensemble des commandes de chaque lot, la CFE se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions fixées à l'article 20.1 du présent document.

Toutes les pénalités sont cumulables et sont appliquées sur la facture suivant la constatation des retards ou défauts de qualité sans mise en demeure au préalable. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour formuler ses observations à compter de cette déduction.

Si le titulaire est en mesure de prouver que les manquements ayant entraîné le paiement des pénalités ne lui sont pas imputables, il pourra être déchargé des pénalités.

Passé le délai de 15 jours, il sera réputé avoir acquiescé à l'application des pénalités et le montant de la pénalité est déduit par la CFE directement du montant de la facture.

16 - VERIFICATION ET GARANTIE

16.1 VERIFICATIONS

Les vérifications des prestations seront effectuées **dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG-Fournitures courantes et services**, relatif respectivement aux **vérifications préalables** et à la **réception** des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'assister à toute phase de vérification ou d'y faire procéder par un tiers mandaté.

16.2 RESPONSABILITE ET GARANTIE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent marché. Il ne peut se retrancher derrière la défaillance ou le fait de ses préposés, fournisseurs, transporteurs, sous-traitants ou co-traitants éventuels.

Il lui appartient, ainsi qu'à ses co-traitants le cas échéant, de souscrire à ses frais toutes assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exécution du marché, notamment une assurance responsabilité civile professionnelle et, le cas échéant, une assurance couvrant les dommages causés aux tiers ou aux biens du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une **garantie contractuelle d'une durée minimale de deux (2) ans**, pièces et main-d'œuvre incluses, sauf si le titulaire propose une durée supérieure ou si la garantie fabricant est plus favorable.

Le **point de départ du délai de garantie** est fixé à la **date de notification de la décision d'admission des prestations** concernées.

Pendant cette période, toute défaillance constatée devra faire l'objet d'une réparation ou d'un remplacement par le titulaire, dans un délai raisonnable notifié par le pouvoir adjudicateur, sans frais supplémentaires pour ce dernier.

ARTICLE 17 – FIN DE MARCHE ET TRAVAUX

En fin d'exécution du marché, le titulaire s'engage à laisser l'ensemble des équipements, matériels et installations ayant fait l'objet des prestations, en **parfait état de fonctionnement et d'entretien conforme aux prescriptions du marché et aux recommandations constructeurs**.

En cas de manquements constatés par le pouvoir adjudicateur, et **après mise en demeure restée infructueuse**, les travaux de remise en état pourront être réalisés par un tiers **aux frais et risques du titulaire sortant**, conformément à l'article 36 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu de **remettre au plus tard à la date de fin d'exécution** du marché, **l'ensemble des documentations techniques nécessaires à la maintenance, à l'exploitation et à l'entretien des équipements et installations**, y compris les schémas, notices, certificats et fichiers électroniques, le tout sans frais supplémentaires pour le pouvoir adjudicateur.

En cas de carence, et **si une clause identique figure dans le marché du titulaire entrant**, les frais de reconstitution des documents pourront être imputés au titulaire sortant après constat contradictoire.

ARTICLE 18 : FIN DE MARCHE ET OBLIGATIONS DE RESTITUTION

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à restituer les matériels et équipements dans un **état d'entretien et de fonctionnement conforme aux stipulations du marché**.

Il remet également l'ensemble de la documentation technique de maintenance qui lui a été transmise en début de marché ou qu'il a constituée au cours de l'exécution. **Les frais de reproduction, de mise à jour ou de reconstitution de ces documents sont à sa charge**.

Deux mois avant la fin du marché, un **procès-verbal contradictoire d'état des lieux** est établi par la CFE, en présence du titulaire sortant, du nouveau titulaire s'il est désigné, et de tout expert éventuellement mandaté. Ce PV constate l'état des équipements et leur niveau d'entretien.

Pendant le dernier mois du marché, le titulaire accepte, sans rémunération supplémentaire, la présence du nouveau titulaire **pour assurer la continuité du service**, selon les modalités fixées par la CFE.

En cas de manquement constaté dans les obligations de fin de contrat, **et après mise en demeure restée infructueuse**, les prestations de remise en état ou de reconstitution de documents peuvent être réalisées **aux frais et risques du titulaire sortant**, conformément à l'article 36 du CCAG-FCS.

ARTICLE 19 - RESILIATION

19.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Conformément à l'**article 42 du CCAG-FCS**, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment résilier le présent marché pour **motif d'intérêt général**, sans qu'aucune faute ne soit imputée au titulaire.

La décision de résiliation est notifiée par écrit au titulaire, par tout moyen permettant d'en attester la réception.

En cas de résiliation sur ce fondement, le titulaire a droit à une indemnisation, calculée comme suit :

- remboursement des prestations exécutées et régulièrement admises à la date de la résiliation ;
- **application d'un pourcentage forfaitaire de 5 %** (cinq pour cent) sur le **montant hors taxes des prestations non réalisées**, sauf si un autre taux est précisé dans l'acte d'engagement ;
- remboursement des **frais et investissements engagés** strictement nécessaires à l'exécution du marché, non encore amortis ni couverts par ailleurs, sur justificatifs.

Le titulaire dispose d'un délai de **15 jours à compter de la notification de la résiliation** pour transmettre les éléments justificatifs nécessaires au calcul de cette indemnisation.

Ce décompte de résiliation est notifié au titulaire selon les modalités prévues à l'article 43 du CCAG-FCS.

19.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Conformément aux **articles 1224 à 1230 du Code civil** et à l'**article 41 du CCAG-FCS**, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre ou le marché pour faute du titulaire, notamment dans les cas suivants :

- Manquement aux obligations légales ou réglementaires (notamment en matière de travail, de sous-traitance, d'environnement, ou d'assurance) ;
- Inexécution, exécution défectueuse ou avec retard des prestations contractuelles ;
- Utilisation non conforme, perte ou non-restitution des moyens mis à disposition ;
- Refus ou entrave aux vérifications et contrôles par le pouvoir adjudicateur ;
- Actes frauduleux ou déclarations inexactes lors de l'attribution du marché ;
- Non-respect des obligations relatives à la confidentialité, la sécurité ou la protection des données ;
- Modifications non signalées compromettant l'exécution (siège, statut, représentant, etc.) ;
- Interdiction d'exercer une activité commerciale ou industrielle postérieure à la signature.

Sauf dans les cas graves ou manifestes (fraude, fausse déclaration, interdiction d'exercice, etc.), la résiliation est précédée d'une **mise en demeure** restée infructueuse à l'expiration d'un délai raisonnable d'exécution.

Le pouvoir adjudicateur informe alors le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation prend effet à la date de sa notification. Elle ne fait pas obstacle à l'exercice d'actions civiles ou pénales.

En cas de résiliation pour faute :

- Le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations aux **frais et risques du titulaire**, selon les modalités de l'article 41.6 du CCAG-FCS ;
- Le titulaire n'a droit à **aucune indemnité**, sauf rémunération des prestations dûment exécutées ;
- Le décompte de résiliation est notifié au plus tard **deux mois après le règlement définitif** du nouveau marché le cas échéant.

19.3 RESILIATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Le titulaire peut demander la résiliation du présent accord-cadre en cas **d'inexécution par le pouvoir adjudicateur de ses obligations principales**, ou si celui-ci **fait obstacle à la bonne exécution du marché**, notamment en ne mettant pas à disposition les moyens ou informations indispensables à la réalisation des prestations.

Cette résiliation ne peut intervenir qu'**après deux mises en demeure successives**, notifiées par **lettre recommandée avec accusé de réception**, à **15 jours ouvrés d'intervalle**, faisant expressément référence à la présente clause, et **restées sans effet**.

La résiliation prend effet à **l'issue d'un délai de 15 jours ouvrés** suivant la seconde mise en demeure, sauf si le pouvoir adjudicateur a, entre-temps, remédié aux manquements constatés.

Dans ce cas, le titulaire a droit à l'indemnisation de ses dépenses engagées, des prestations réalisées, ainsi qu'au remboursement des pertes directes subies du fait de l'inexécution du pouvoir adjudicateur.

19.4 RESILIATION POUR DES EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

19.4.1 Résiliation en cas de procédure collective du titulaire

En cas de **redressement judiciaire** du titulaire, l'accord-cadre peut être résilié si, après mise en demeure adressée à l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article **L.622-13 du Code de commerce**, celui-ci ne déclare pas, dans le délai légal, qu'il entend poursuivre l'exécution du contrat.

En cas de **liquidation judiciaire**, l'accord-cadre est résilié de plein droit si, après mise en demeure adressée au liquidateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article **L.641-10 du Code de commerce**, ce dernier n'indique pas qu'il reprend les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle intervient, prend effet à **la date du jugement ouvrant ou prononçant la procédure**, sauf si une date différente est précisée par le pouvoir adjudicateur.

Cette résiliation n'ouvre droit à **aucune indemnité** au profit du titulaire, sans préjudice du règlement des prestations régulièrement exécutées avant la date d'effet de la résiliation.

19.4.2 Changement de situation juridique du titulaire

En cas de **fusion, absorption, cession, scission, apport partiel d'actif, ou changement de contrôle** affectant la structure juridique ou l'organisation du titulaire, ce dernier s'engage à en informer **sans délai** le pouvoir adjudicateur, en fournissant tous documents justificatifs :

- la continuité des capacités techniques, financières et professionnelles nécessaires à la bonne exécution du marché,
- l'identité du successeur ou de l'entité absorbante,
- la confirmation de la reprise des engagements contractuels.

Si le pouvoir adjudicateur estime que ce changement **met en cause la bonne exécution de l'accord-cadre** (notamment si la nouvelle entité ne présente pas les garanties équivalentes à celles de l'attributaire initial), il peut :

- soit **exiger la fourniture de garanties complémentaires** (caution bancaire, assurance, garantie à première demande, etc.) ;
- soit **résilier le marché pour motif d'intérêt général**, dans les conditions prévues au CCAG-FCS, **après mise en demeure restée infructueuse**.

En cas de **transmission universelle de patrimoine**, et sauf opposition motivée du pouvoir adjudicateur notifiée dans un délai de **30 jours calendaires** suivant la déclaration du titulaire, le marché est **transféré de plein droit** au successeur.

19.4.3 Sous-traitance en cas de changement d'entreprise

En cas de changement de structure du titulaire, les sous-traitants initialement agréés ne sont pas reconduits automatiquement. Le titulaire ou son successeur doit demander à nouveau leur agrément, conformément à l'article L.2193-4 du Code de la commande publique.

Tout sous-traitant non confirmé ou non agréé ne peut intervenir dans l'exécution du contrat.

ARTICLE 20 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est **impérativement tenu au respect des délais et obligations contractuelles** définis dans le présent accord-cadre.

En cas d'impossibilité d'exécution, pour quelque raison que ce soit, il doit en informer **sans délai** le pouvoir adjudicateur, en l'occurrence la **CFE**.

Conformément à l'article **36 du CCAG-FCS 2021**, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations aux **frais et risques du titulaire** :

- soit en cas d'inexécution d'une prestation qui, par sa nature, **ne peut souffrir d'aucun retard**,
- soit en cas de **résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire**.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute du titulaire, les frais mis à la charge de celui-ci comprennent :

- le **surcoût résultant de l'exécution par un tiers** des prestations non réalisées,
- les **coûts liés à la procédure de passation d'un nouveau marché**, y compris les éventuels frais de publication ou d'assistance à la procédure.

En tout état de cause, toute **économie ou diminution de dépense** résultant de cette nouvelle passation **ne bénéficie pas au titulaire** défaillant.

ARTICLE 21 - NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions de l'article L2191-8 du Code de la Commande Publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

ARTICLE 22 - CESSION DU MARCHE

Le présent marché ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable de la CFE. De même, le transfert du marché

public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir adjudicateur.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

22.1 – Principe d'interdiction

Le marché ne peut être cédé, en tout ou partie, par le titulaire à un tiers, à titre onéreux ou gratuit, sans l'accord préalable, exprès et écrit du pouvoir adjudicateur. Toute cession intervenue sans cet accord est nulle de plein droit.

22.2 – Conditions de la cession

En cas de cession autorisée par le pouvoir adjudicateur, le cessionnaire est tenu de reprendre l'intégralité des obligations contractuelles du titulaire initial, sans modification des conditions du marché. La cession n'entre en vigueur qu'à compter de la notification par le pouvoir adjudicateur de son acceptation formelle. Dès lors, elle fera l'objet d'un avenant conclu entre le Pouvoir adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

22.3 – Documents à fournir

La demande de cession doit être accompagnée des documents suivants :

- Lettre de demande motivée du titulaire initial ;
- Projet de contrat de cession ;
- Justificatifs de capacité technique, professionnelle et financière du cessionnaire proposé ;
- Engagement du cessionnaire à respecter l'ensemble des obligations du marché.

22.4 – Conséquences juridiques

Le titulaire reste solidairement responsable avec le cessionnaire de la bonne exécution du marché jusqu'à l'acceptation formelle de la cession par le pouvoir adjudicateur. Cette acceptation ne dégage pas le titulaire initial des obligations antérieures à la cession.

ARTICLE 23 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent accord-cadre.

À défaut de résolution amiable, les litiges relèvent de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Melun.

La loi française est seule applicable.

ARTICLE 24 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent tableau ci-après indique le ou les articles dérogeant au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux techniques de l'information et de la communication.

Article du CCAP	Article du CCAG FCS	Objet de la dérogation
ARTICLE 3.	ARTICLE 4	Pièces contractuelles
ARTICLE 15.2	ARTICLE 14	Pénalités
ARTICLE 20	ARTICLE 36	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Fait à Rubelles,
Le 25 juillet 2025